

Convocation fin janvier des admis au logement LPA

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Accidents de la circulation

13 morts et 30 blessés en 48 heures

Page 24

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4967 - Dimanche 29 décembre 2019 - Prix : 10 DA

Partis

Benflis démissionne de la présidence de Talaie El Hourriyet

Page 2

Tunisie, une fin d'année sans gouvernement

Par Mohamed Habili

A bien entendre Habib Jamlil, l'homme désigné pour former le nouveau gouvernement tunisien, commenter son échec à former une équipe de coalition, on croirait sans peine que non seulement il s'en est déjà consolé mais qu'il s'est déjà persuadé qu'au fond rien ne pouvait lui arriver de mieux. Du moins à partir de maintenant ne sera-t-il pas obligé, en effet, de faire place dans son équipe à des personnes moins pour leur compatibilité avec lui et pour leurs qualités propres que parce qu'ils lui auraient été imposés par les formations politiques ayant accepté de faire partie de la coalition. Pas plus qu'il ne devrait dorénavant discuter avec ces dernières de demandes en matière de portefeuilles sans commune mesure avec le nombre de députés qu'ils ont pu faire élire aux législatives du 6 octobre. Maintenant du moins est-il libre de s'entourer de gens qu'il choisira lui-même et sur la seule base de leur compétence. Après l'avoir écouté développer cet argumentaire fortement inspiré par la méthode Coué, on n'aura qu'un seul reproche à lui faire, c'est de ne pas y avoir songé plus tôt. A trouver maintenant autant d'avantages à un gouvernement de compétences, par rapport à un gouvernement de coalition, dont le moindre pour celui à qui est confiée la tâche d'en former un n'est pas de s'épargner les diktats de partis qui après tout n'ont pas remporté les législatives, qui les aurait plutôt perdus, il ne fallait gaspiller ni son temps ni son énergie à vouloir en constituer un de cette deuxième nature, de surcroît à peu près à n'importe quel prix.

Suite en page 3

Il est chargé de former le nouveau gouvernement

Le Président Tebboune nomme Abdelaziz Djerad Premier ministre



Le chef de l'État, Abdelmadjid Tebboune, a nommé hier le politologue Abdelaziz Djerad au poste de Premier ministre et l'a chargé de former le nouveau gouvernement. Lire page 2

Barrage de Tichy-Haf/ Béjaïa

Un taux de remplissage appréciable

Page 3

Opéra d'Alger

Vibrant hommage à Fadhéla Dziria, diva du hawzi

Page 13

Il est chargé de former le nouveau gouvernement

Le Président Tebboune nomme Abdelaziz Djerad Premier ministre

■ Le chef de l'État, Abdelmadjid Tebboune, a nommé hier le politologue Abdelaziz Djerad au poste de Premier ministre et l'a chargé de former le nouveau gouvernement.

Par Louiza Ait Ramdane

Politologue et professeur d'université, Abdelaziz Djerad a été désigné Premier ministre par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, conformément à ce que lui confère la Constitution. Le nouveau Premier ministre devra donc former un gouvernement et le soumettre au président de la République. Abdelaziz Djerad est né le 12 février 1954 à Khenchela, il est diplômé de l'Institut des sciences politiques et des relations internationales

Partis Benflis démissionne de la présidence de Talaie El Hourriyet

LE PRÉSIDENT du parti Talaie El Hourriyet, Ali Benflis, a annoncé, hier à Alger, sa démission de la présidence du parti, qu'assumera par intérim le secrétaire général du bureau politique jusqu'à la tenue du congrès du parti durant le premier semestre de l'année 2020. «C'est avec des sentiments sincères et de leur puissant écho au plus profond de mon être que je remets mon mandat de président de Talaie El Hourriyet au comité central en sa qualité d'instance souveraine au congrès de notre parti», a précisé M. Benflis dans une allocution prononcée lors des travaux de la session extraordinaire du comité central du parti. «Abdelkader Saadi que vous avez confirmé au poste de secrétaire général du bureau politique, assurera, en cette qualité, la présidence par intérim jusqu'à la tenue du congrès, conformément aux statuts du parti», a-t-il ajouté. M. Benflis a préconisé, en outre, «l'installation d'une instance ouverte dont le noyau sera constitué des membres du bureau politique auxquels pourront se joindre les membres du comité central désireux d'apporter leur contribution à la réunion de toutes les conditions de réussite de ce congrès». De son côté, M. Saadi a affirmé qu'il veillera à «la coordination de l'action du parti jusqu'à la tenue de son congrès», faisant état de l'organisation, dans les prochains jours, d'une large concertation au sujet de la constitution de cette instance qui se chargera de la préparation du congrès, prévu avant le 13 juin 2020.

R. N.



Ph/D. R.

d'Alger en 1976 et Docteur d'Etat en sciences politiques de l'université de Paris en 1981. Professeur des universités depuis 1992, il a enseigné dans plusieurs établissements universitaires en Algérie et à l'étranger. Il a contribué à la formation de nombreux universitaires et cadres de l'Etat. Il a occupé plusieurs responsabilités dont celle de directeur de l'Ecole nationale d'administration (ENA) d'Alger de 1989 à 1992, de conseiller diplomatique à la présidence de la République de Ali Kafi de 1992 à 1993, et de secrétaire général de la présidence de la République (1993-1995), sous l'ère de Liamine Zeroual. Le nouveau Premier ministre a occupé également le poste de directeur général de l'Agence algérienne de coopération internationale (1996-2000) et celui de secrétaire général du ministère des Affaires étrangères (2001-2003). Marié et père de 4 enfants, Abdelaziz Djerad a accompli son

service national de 1984 à 1986. Professeur de relations internationales à la Faculté des sciences politiques et à l'Ecole nationale d'administration, il a publié plusieurs ouvrages dont «La géopolitique, repères et enjeux». Il intervient régulièrement dans la presse nationale, écrite et radiodiffusée, sur des questions politiques et économiques. Aussitôt nommé Premier ministre, Abdelaziz Djerad a été reçu par le président de la République Abdelmadjid Tebboune au Palais d'El Mouradia. Il a fait ses premières déclarations en tant que Premier ministre à sa sortie de l'entrevue qu'il a eue avec le président de la République. Abdelaziz Djerad a commencé par remercier le président de la République pour la confiance qu'il a placée en lui. «J'ai été reçu par le président de la République qui m'a chargé de former le gouvernement et je le remercie infiniment pour la

confiance qu'il a placée en ma personne», a déclaré M. Djerad. Le Premier ministre a déclaré devant la presse qu'un grand travail l'attendait pour rétablir la confiance avec les citoyens et sortir d'une situation qu'il a qualifiée de «difficile». Chargé de former le gouvernement, Djerad a mis l'accent sur l'impératif de «travailler ensemble pour relever les défis socio-économiques auxquels se heurte le pays». «Nous sommes aujourd'hui devant un défi majeur qui consiste en le recouvrement de la

confiance en notre société», a-t-il ajouté, soulignant «la nécessité de travailler avec l'ensemble des compétences nationales, des cadres du pays et des citoyens et citoyennes» en vue de «relever les défis socio-économiques et sortir de cette période délicate que traverse notre pays». Enfin, M. Djerad s'est dit confiant que «le programme du président de la République est à même de nous permettre de travailler dans l'intérêt suprême du pays».

L. A. R.

Passation des pouvoirs avec Boukadoum Djerad prend ses fonctions de Premier ministre

ABDELAZIZ DJERAD a pris hier ses fonctions de Premier ministre lors d'une cérémonie de passation des pouvoirs avec Sabri Boukadoum, qui était chargé d'assurer l'intérim de ce poste. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, l'avait nommé dans la même matinée Premier ministre et l'a chargé de former le gouvernement.

O. N.

Transactions sans factures dans l'Oranie

Plus de 300 millions DA de chiffres d'affaires dissimulés

Un chiffre d'affaires dissimulé de 301 772 709 DA a été décelé, durant le troisième trimestre de l'année en cours, par les services de contrôle de la Direction régionale du commerce d'Oran, a-t-on appris auprès du directeur de cette administration. Ce chiffre représente le montant des opérations commerciales sans factures durant cette période au niveau des wilayas d'Oran, Mostaganem, Sidi Bel-Abbès, Aïn Témouchent et Tlemcen, a indiqué, à l'APS, Fayçal Ettayeb. En matière de contrôle de la

qualité et de répression des fraudes durant la même période, M. Ettayeb avance un montant de 20 000 DA seulement de défaut de facturation dans la région d'Oran. Le bilan des activités de contrôle effectuées dans la région d'Oran durant la même période fait état de 1 418 infractions dont 1 093 se rapportant aux pratiques commerciales et 326 à la qualité, a fait savoir la même source, signalant que le nombre de procès-verbaux dressés à l'encontre de contrevenants au niveau de la wilaya d'Oran est de 382 pour

les pratiques commerciales et de 56 suite au contrôle de la qualité. Le directeur régional du commerce d'Oran (DRCO) a mis en exergue le nombre d'interventions des services de contrôle durant cette période, soit plus de 16 800, qui se sont soldées par la fermeture et la suspension temporaire d'activités de 60 commerces pour pratiques illicites, dont 24 pour la seule wilaya d'Oran. La DRCO couvre les wilayas d'Oran, Mostaganem, Sidi Bel-Abbès, Aïn Témouchent et Tlemcen.

K. L.

L'étude des demandes des souscripteurs est terminée

Convocation fin janvier des admis au logement LPA

■ «On a fini d'étudier toutes les demandes des souscripteurs. Certains dossiers ne répondent pas aux critères exigés et ceux qui fournissent de fausses fiches de résidence seront poursuivis en justice», a indiqué le vice-président de l'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger, chargé de l'habitat et de l'urbanisme, Yahia Nessel, ajoutant : «On commencera à appeler les 10 000 demandeurs sélectionnés fin janvier».



Par Thinhinene Khouchi

Finale-ment le début des convocations des 10 000 souscripteurs sélectionnés n'aura pas lieu cette fin décembre. En effet, contacté par téléphone, le vice-président de l'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger, chargé de l'habitat et de l'urbanisme, Yahia Nessel, a assuré que l'étude des 262 000 demandes a pris fin, ajoutant que : «Les communes relevant de la wilaya d'Alger devront prendre contact avec les 10 000 souscripteurs de la formule logements promotionnels aidés ayant été sélectionnés, fin janvier pour le dépôt de leurs dossiers». Yahia Nessel a expliqué que les souscripteurs qui ont fourni de fausses fiches de résidence vont se retrouver devant la justice pour falsification de documents. Le chargé de l'habitat et de l'urbanisme ajoutera que les demandes ont été examinées sur la base du fichier national du logement et du fichier de Sonelgaz en sus d'autres critères relatifs à la situation sociale. En outre, concernant les 252 000 demandeurs n'ayant pas été admis lors de l'opération de tri, Nessel

assure qu'«ils seront pris en charge dès la consécration d'autres quotas de logements au titre de cette formule à Alger». Les 262 000 souscripteurs seront répartis, selon la priorité, sur des listes comportant 10 000 inscrits chacune à consulter en cas d'affectation de quotas de logements supplémentaires à la wilaya. Cette opération évitera aux autorités locales de procéder à un nouveau tri lorsqu'elles obtiennent de nouveaux quotas, a-t-il précisé, soulignant que cette méthode d'établissement des listes permettra de mettre les opérations d'octroi de logements à l'abri de toutes les manipulations et leur confèrera davantage de transparence. À ce propos, le responsable a fait savoir que des instructions avaient été données aux présidents des Assemblées populaires communales à l'effet de suivre cette méthode pour l'établissement des listes des logements sociaux et participatifs. En outre, compte tenu du grand nombre de demandes enregistrées via Internet, le même responsable a appelé le ministère de l'Habitat à accorder des quotas supplémentaires aux citoyens de la wilaya d'Alger qui

connaissent une vraie crise de logement. Pour rappel, le wali d'Alger avait précisé que les services techniques de la wilaya avaient «étudié 262 000 dossiers de souscripteurs dont 10 000 seulement seront sélectionnés. Certains dossiers ne répondent pas aux critères exigés», a-t-il soutenu, prônant la rigueur dans le traitement des dossiers des souscripteurs afin de procéder à l'assainissement des listes, en recourant au fichier biométrique et aux factures d'électricité car certains citoyens qui fournissent de fausses fiches de résidence. Les assiettes foncières sont disponibles et leur situation régularisée pour la réalisation de la première tranche, estimée à 10 000 logements, qui

beneficieront à la capitale, a-t-il poursuivi, ajoutant que les travaux commenceront après la conclusion des marchés et le parachèvement des procédures avec les souscripteurs. Enfin, les demandeurs de LPA sélectionnés devront fournir un dossier comportant une copie légalisée de la pièce d'identité ou du permis de conduire, un acte de naissance 12, une fiche familiale pour les mariés ou individuelle pour les célibataires, un certificat de résidence ou hébergement (2 exemplaires), les trois dernières fiches de paie ou relevé des émoluments (2 exemplaires), une attestation de travail (2 exemplaires), un formulaire CNL légalisé en 2 exemplaires. T. Kh.

Un responsable digne de sa vocation communicative

Contrairement aux autres responsables et surtout aux chargés de communication des différents secteurs qui ne répondent que rarement aux journalistes durant les jours de la semaine et encore moins le week-end, le vice-président de l'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger, chargé de l'habitat et de l'urbanisme, Yahia Nessel, a eu la courtoisie mais surtout le professionnalisme de bien vouloir répondre à nos questions durant sa journée de repos. T. Kh.

Barrage de Tichy-Haf/ Béjaïa Un taux de remplissage appréciable

Le taux de remplissage du barrage de Tichy-Haf (Bouhamza-wilaya de Béjaïa) augmente peu à peu. Il a atteint un taux de stockage d'environ 80%, soit 65,5 millions de m³, selon le responsable local à l'Algérienne des eaux (ADE), qui s'exprimait récemment sur la radio locale le qualifiant «d'appréciable» non sans manifester son optimisme quant au taux d'emménagement d'eau que pourrait atteindre ce bassin dans

les prochaines semaines si la pluviométrie est au rendez-vous. Ce plus important réservoir d'eau de la wilaya de Béjaïa est presque rempli et ce n'est qu'une bonne nouvelle car ce barrage approvisionne, actuellement, plus de 22 communes et devrait alimenter une dizaine d'autres municipalités de la haute Soummam dans quelques mois. Ce taux de remplissage sécurise la wilaya en matière d'approvisionnement en eau

potable pour de longs mois. Pour rappel, la capacité globale de stockage de ce réservoir est de 81 millions de m³. Cependant, le taux de remplissage total est subordonné au climat qui est pour le moment doux. Mais la période hivernale ne fait que commencer et l'heure est à l'optimisme et la pluviométrie devait être abondante dans les mois à venir soit en janvier, février et même durant le mois de mars sans oublier la fonte des neiges

qui sera d'un grand apport à ce barrage qui est entré en service il y a une dizaine d'années. L'eau de ce bassin alimente une importante population en eau potable et elle sert aussi à l'irrigation de plus de 10 000 ha de terres agricoles situées sur les deux versants de l'Oued Soummam, ceci en attendant de toucher d'autres régions de la wilaya. Depuis la mise en service de cette infrastructure hydraulique, une nette amélioration en matière d'ali-

LA QUESTION DU JOUR

Tunisie, une fin d'année sans gouvernement

Suite de la page une

Il est vrai qu'on n'aurait pas cru a priori que cela serait à ce point difficile eu égard à la culture de compromis dont la classe politique tunisienne est créditée de tout temps, en particulier quand elle est comparée à son homologue algérienne. En fait, le seul consensus manifeste au sein des partis ayant plus ou moins tiré leur épingle du jeu aux législatives de cette fin d'année, c'est de faire en sorte de ne pas devoir quérir à nouveau les suffrages des électeurs. Ce qu'ils ont obtenu lors de ces législatives l'a été en effet si péniblement qu'aucun de leurs élus respectifs n'a envie de remettre son siège en jeu, au motif qu'un gouvernement de coalition s'avère infaisable. Reste maintenant à savoir si l'alternative, c'est-à-dire le gouvernement de compétences, relève elle par contre de l'ordre du possible. Et si elle l'est, est-elle viable ? Un gouvernement de compétences qui aurait le soutien d'une majorité à l'Assemblée, n'est-ce pas un gouvernement de coalition qui ne dirait pas son nom ? Il en tiendrait lieu en tout cas s'il était à même de faire passer les lois dont il a besoin pour mettre en œuvre son programme. Le cas échéant ce serait bien la première fois qu'on verrait un gouvernement sans couleur politique réussir aussi bien qu'un gouvernement appuyé sur une large majorité monopartisans. Si néanmoins Habib Jemli parvenait à en former un et qui tienne la route, n'est-ce pas par là même déconsidérer, peut-être définitivement, toute la classe politique, et sinon dans l'absolu du moins dans la forme qui est la sienne aujourd'hui ? Il n'est pas du tout évident que cela soit dans l'intérêt d'Ennahda, dont la victoire aux législatives n'aura alors servi à rien. M. H.

mentation en eau potable est observée. Une dizaine de communes de la haute Soummam devraient bénéficier de cette eau comme cela a été annoncé récemment. Il s'agit entre autres des communes de Béni M'likeche, Tazmat, Ait R'zine, Chellata, Ighram, Ighil-Ali, Boudjellil, etc. Hocine Cherfa

Centres d'enfouissement technique

La gestion des déchets d'abattage pose problème

■ Les déchets d'abattage générés par plus d'une trentaine d'abattoirs agréés dans la wilaya d'Oran continuent à être traités au niveau des centres d'enfouissement technique (CET), alors que la réglementation en vigueur prévoit leur incinération en tant que déchets spéciaux.

Par Siham B.

L'inspectrice vétérinaire générale de la wilaya d'Oran, Nabila Bencheikh, est catégorique : aucun des huit abattoirs d'ovins et bovins et vingt-trois autres de volailles ne dispose d'un incinérateur, a-t-elle indiqué à l'APS. Ces abattoirs sont tous conventionnés avec les CET qui procèdent au traitement de leurs déchets. Toutefois, ces centres rencontrent des difficultés à gérer ces flux de déchets dont le traitement représente plusieurs inconvénients, notamment le coût de l'opération et l'émission des odeurs. La directrice de l'Epic CET Oran, Dalila Chellal, précise que les trois CET de la wilaya, ceux de Hassi Bounif, El-Ançor et Arzew, reçoivent quotidiennement une moyenne de 90 tonnes de déchets d'abattage. Toutefois, ces déchets ne sont pas enfouis de la même manière que les déchets ménagers. «Il est nécessaire de les couvrir avec de la chaux, ce qui représente un coût supplémentaire», a souligné M^{me} Chellal, ajoutant que malgré toutes les dispositions prises, des odeurs peuvent émaner après l'enfouissement de ce type de déchets, ce qui pourrait causer des désagréments aux populations riveraines. Le montant versé par les abattoirs pour l'enfouissement de leurs déchets est de 1 000 DA la tonne, alors que le traitement par les CET reviendrait au minimum à 2 500 DA, a encore noté la même responsable. De son



côté, la directrice locale de l'environnement, Samira Dahou, rappelle que le plan de gestion de déchets spéciaux et déchets spéciaux dangereux dans la wilaya d'Oran, validé en 2017, stipule que les déchets d'abattage doivent être incinérés pour

éviter toute contamination. Une réunion a récemment été tenue avec les différents acteurs dans ce domaine, pour proposer des solutions à cette situation, a affirmé la même responsable, ajoutant que les abattoirs doivent soit acquérir leurs propres incinéra-

teurs, soit signer des conventions avec des opérateurs spécialisés, inexistantes sur le terrain. Dans ce sens, la directrice locale de l'environnement a indiqué que pas moins de cinq opérateurs ont déposé des demandes d'agrément pour se lancer dans

cette nouvelle activité, estimant que ces futures entreprises spécialisées pourraient apporter une solution définitive à ce problème. «La création de ces entreprises spécialisées devrait se faire durant l'année 2020», a-t-elle ajouté. S. B./APS

Une bouffée d'oxygène pour la réhabilitation des monuments

Classement de cinq forts en 2019 à Oran

Le classement, pour la première fois à Oran, de cinq forts dans la liste du patrimoine national est une «bouffée d'oxygène» susceptible de donner un nouveau souffle à ces sites qui représentent autant de témoins d'événements historiques importants dans la capitale de l'Ouest du pays. Réalisé début 2019, le classement simultanément de ces forts constitue un événement remarquable récompensant tous ceux qui ont fourni des efforts et un nouveau départ pour «dépoussiérer» ces sites et les réhabiliter, a indiqué à l'APS le responsable de l'antenne de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés, Massinissa Ourabah. Le classement de ces sites comme biens historiques protégés, approuvé par la commission nationale spécialisée relevant du ministère de la Culture, concerne le fort de Santa Cruz sur les hauteurs du mont Murdjadjo, le fort «Saint Grégoire» dans la forêt du même mont, le fort «San Pedro» à haï Es-sanawbar (ex-Planteurs), le fort «San Diego» à haï «Bab El Hamra» et le fort «Rozalcazar», plus connu comme le Palais

Rouge, au centre-ville d'Oran, a précisé M. Ourabah. Les cinq forts historiques font partie de l'ancien système de défense de la ville d'Oran qui comprend 12 sites historiques. Il s'agit ainsi d'un patrimoine qui, selon M. Ourabah, témoigne de l'histoire de la région, édifié durant différentes époques de l'histoire de la ville, passant par les Mérinides jusqu'à l'occupation espagnole, qui a entraîné plusieurs changements. Selon des sources historiques, Oran est une véritable citadelle fortifiée, considérée dans le bassin méditerranéen comme la ville qui possède le plus de forts, avec plus de 20 palais fortifiés, d'autres forts plus petits ainsi que des tours d'observation.

Des édifices qui défient le temps

Une année après le classement de ces cinq forts, la situation de ces monuments demeure toutefois encore sans suivi sur le terrain de la part des autorités locales, a regretté M. Ourabah, signalant que l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés qui gère

ces sites, «n'a pas les moyens pour leur réhabilitation». Laissés à l'abandon, ces sites historiques sont dépourvus de clôtures, d'éclairage, d'assainissement et d'eau. Ils sont, pour la plupart, situés dans des endroits jugés à risque, à l'instar des forts «San Pedro» et «San Diego», a-t-il déploré, faisant savoir que les agents de l'Office font face à de nombreux problèmes pour assurer la sécurité, d'autant que les lieux ont fait l'objet de squat, en plus de la prolifération de constructions illicites près du fort San Pedro, situé dans le quartier populaire des Planteurs. «Ces forts sont classés et donc protégés par la force de la loi et nécessitent une réhabilitation, surtout qu'ils sont situés face à la mer et occupent des positions stratégiques», a déclaré le chef de service patrimoine à la direction de la Culture, Djamel-Eddine Barka, signalant que cette dernière a proposé, juste après le classement, des opérations «urgentes» pour la protection de ces monuments. Dans ce cadre, la Direction de la culture a pris contact avec le ministère des Finances pour inscrire des opérations urgentes dans la loi de

finances 2020 portant sur la pose de poutres métalliques de consolidation pour la préservation de ces forts, selon M. Barka qui a souligné que, dans l'ensemble, la situation de chaque fort varie entre «bonne», comme le fort de Santa Cruz, «moyenne» comme Rozalcazar, et «mauvaise» comme le fort Saint Grégoire.

De mission de défense du passé à une vocation touristique

Les cinq forts peuvent devenir des destinations touristiques d'excellence et source de développement en cas d'efforts de différents secteurs, à l'instar de ceux du tourisme et de l'artisanat, de la culture, et d'efforts de chercheurs en patrimoine et histoire, d'architectes et d'associations. Pour concrétiser cette aspiration, une première initiative prise dernièrement par les ministères de la Culture et de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a porté sur l'organisation de sessions de formation pour les spécialistes en patrimoine sur «les politiques publiques

de protection et d'aménagement et l'exploitation des forts de la ville d'Oran», en coordination avec l'ambassade d'Algérie en Espagne. A ce propos, l'experte espagnole Maria José Balasco, de l'université polytechnique de Valence (Espagne), une des encadreurs de la session de formation, a estimé que la ville d'Oran dispose de nombreux forts et possède un système défensif excellent, ce qui nécessite de savoir comment améliorer et exploiter ces sites, ce qui est «très important dans le domaine touristique», selon lui. A titre indicatif, le fort de Santa Cruz, connu chez les Oranais comme le «fort de la montagne», est un des lieux célèbres sur le plan national, attirant chaque année des centaines d'Algériens et d'étrangers de différentes nationalités, sachant qu'il est intégré dans le circuit touristique de la ville d'Oran. Ce fort, qui surplombe la ville d'Oran, accueille de nombreuses activités culturelles, ce qui fait de lui un pôle touristique incontesté que les habitants d'Oran et les spécialistes espèrent le classement comme patrimoine universel.

May Hani

Agriculture

Feuille de route pour la relance du programme de renouveau rural et agricole

■ Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Omari, a fait état de l'élaboration en cours d'une feuille de route pour la relance du programme de renouveau rural et agricole en vue d'augmenter les capacités de production et valoriser le produit des régions rurales et montagneuses, a indiqué un communiqué du ministère.

Par Salem K.

Lors d'une réunion de coordination consacrée à l'examen de plusieurs questions liées au secteur à laquelle ont pris part le Secrétaire général du ministère, le chef de cabinet ainsi que les cadres centraux du Groupe Génie rural (GGR), de la direc-



tion générale des forêts (DGF) et du Bureau national des études pour le développement rural (Bneder), M. Omari a souligné que le programme de renouveau rural et agricole «figure parmi les programmes socio-économiques les plus efficaces de par les résultats positifs enregistrés». Ce programme contribuera à la réalisation des différents projets de proximité intégrés, ce qui fera augmenter les capacités de production, selon M. Omari. La relance du programme de renou-

veau rural et agricole est à même de «valoriser le produit local, diversifier les activités économiques en milieu rural et assurer la stabilité des familles rurales, tout en améliorant leurs conditions de vie», a-t-il ajouté. Innovation institutionnelle unique en son genre, ce programme permet d'assurer un développement durable et d'impliquer les différents secteurs dans la prise de décisions d'investissement appropriées, à travers la prise en considération de la spécificité de

l'espace rural, l'attraction de la main-d'œuvre rurale et son intégration dans les projets d'investissement, tout en veillant à sa stabilité, a assuré le ministre. Insistant sur l'impératif de rattraper les insuffisances enregistrées dans le cadre de ce programme en vue de relancer les potentialités de l'économie rurale et montagnarde, M. Omari a affirmé que cette démarche permettra de renforcer, appuyer et vulgariser les capacités de production des agriculteurs et des

exploitations agricoles. M. Omari a appelé les différents et principaux acteurs du secteur à œuvrer à «trouver des solutions scientifiques pratiques et modernes, à développer le programme du renouveau rural, à travers le recours aux moyens disponibles, aux innovations et aux expertises, en vue d'enrichir la feuille de route, dans l'objectif de mettre en œuvre les projets agricoles devant réduire le taux de chômage dont pâtissent les zones rurales et montagneuses, et ce, à travers la création d'opportunités d'emploi», a précisé le communiqué. Le premier responsable du secteur a relevé, d'autre part, l'importance de trouver «de nouvelles formules en vue d'améliorer le rendement à travers le recours aux technologies modernes et du savoir-faire, notamment en ce qui a trait à la numérisation, et ce pour renforcer la productivité agricole, et partant, créer de la richesse et des emplois». «Cette approche permettra aux agriculteurs d'accroître la rentabilité, de mieux gérer les facteurs de production, à travers le recours à de nouveaux modes agricoles, de nouveaux systèmes de production, l'amélioration de la qualité de leurs produits agricoles et la préservation des ressources naturelles», conclut le communiqué.

S. K. /APS

Vietnam

La croissance du PIB dépasse 7 % en 2019

Le Vietnam a enregistré une croissance de son PIB de 7,02 %, selon le Département général des statistiques (GSO), un chiffre dépassant l'objectif de l'Assemblée nationale (6,8 %) ainsi que les prévisions de plusieurs organisations internationales. La croissance économique de cette année avait ralenti par rapport au record de l'année passée qui était de 7,08 %,

mais reste le deuxième taux de croissance le plus élevé de la dernière décennie. Le secteur agricole, forestier et halieutique a augmenté de 2,01 %, tandis que le secteur manufacturier a augmenté de 8,9 % et le secteur des services de 7,3 %, a indiqué vendredi le GSO dans un rapport. Les principaux moteurs du PIB ont continué d'être la transformation et la fabrication, le transport

et la logistique, le commerce de gros et de détail, le secteur bancaire, la finance et les assurances, a ajouté la même source. La structure du PIB du Vietnam a également «évolué positivement», le secteur de l'agriculture, forestier et de la pêche étant tombé à 13,96 % contre 14,68 % l'année dernière. Le secteur manufacturier a représenté 34,49 %, le secteur des services, 41,64

% et les 9,91 % restants provenaient des impôts. D'après le GSO, l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 1,4 % en décembre par rapport au mois précédent, la plus forte augmentation des 9 dernières années. En effet, le prix des aliments et des services de restauration a augmenté de 3,42 % en raison de l'épidémie de la grippe porcine africaine, entraî-

nant une baisse de l'approvisionnement en porc et une hausse des prix des produits dérivés. En décembre, la Banque mondiale avait prévu que la croissance du PIB du Vietnam atteindrait 6,8 %, la Banque asiatique de développement l'avait fixée à 6,9 %, tandis que l'Institut des comptes agréés d'Angleterre et du Pays de Galles avait fait la prévision la plus optimiste de 7 %. Malek Y.

Conflit gazier

Le russe Gazprom annonce avoir payé 2,9 milliards de dollars à l'Ukraine

Le géant gazier russe Gazprom a annoncé avoir payé 2,9 milliards de dollars à son homologue ukrainien Naftogaz pour mettre fin à un long bras de fer judiciaire devant les juridictions internationales. «Gazprom a effectué le versement de 2,9 milliards de dollars», a déclaré une porte-parole à la presse. Naftogaz a confirmé avoir reçu cette somme. «Oui,

l'Ukraine a reçu de Gazprom 2,918 milliards de dollars», a écrit sur Facebook le directeur exécutif de la compagnie ukrainienne, Yuriy Vitrenko. Le patron de Gazprom Alexei Miller a dit la semaine dernière que le groupe russe avait accepté de payer l'amende de 2,6 milliards de dollars (2,9 milliards avec les pénalités) à laquelle l'avait condamné la cour d'arbitrage

de Stockholm en février 2018. Naftogaz a pour sa part indiqué qu'il abandonnerait en échange toutes les autres poursuites judiciaires engagées devant les juridictions internationales. Ces déclarations sont intervenues peu après l'annonce selon laquelle un accord sur la prolongation du transit du gaz russe pour l'Europe via l'Ukraine a été trouvé par

Moscou et Kiev, à l'issue des mois de difficiles négociations. La cour d'arbitrage de Stockholm avait été saisie dans ce dossier en 2014. L'accord entre Moscou et Kiev permet d'éviter une nouvelle guerre du gaz, qui avait marqué les relations entre l'Ukraine et la Russie dans les années 2000. Le contrat en vigueur avait lui-même été signé à l'issue d'une précé-

dente crise gazière, qui avait affecté les approvisionnements européens début 2010. Si l'Europe reste très dépendante du gaz russe (35 % de sa consommation), elle l'est beaucoup moins du transit ukrainien, qui a diminué de 40 % ces quinze dernières années avec la construction de gazoducs contournant l'Ukraine. N. T.

Changes

Le dollar chute dans un marché volatil, la livre se stabilise

Le dollar s'affaissait vendredi face à plusieurs grandes devises lors d'une séance propice à la volatilité en raison du faible nombre d'acteurs sur le marché, en pleine période de fêtes, tandis que la livre était quasi stable face à l'euro. Vers 20h00 GMT (21h00

à Paris), l'euro gagnait 0,78 % face au billet vert, à 1,1185 dollar, et la livre montait aussi de 0,78 %, à 1,3094 dollar. Le dollar index, qui mesure la valeur du billet vert face à un panier de grandes devises, baissait lui de 0,58 %. «Le dollar chute de manière pré-

cipitée pour clore une semaine où les échanges sont restés limités en raison des vacances», indique John Kicklighter de Daily FX. Toutefois, ce recul a été amorcé depuis plusieurs semaines, le dollar index ayant baissé de 1,4 % depuis le début du mois et de

2,5 % depuis début octobre. «L'attrait du dollar comme valeur refuge s'est dissipé, la Réserve fédérale ayant adopté une politique monétaire accommodante et les anticipations d'une économie qui fait mieux que prévu s'étant estompées avec la baisse des

risques liés à la guerre commerciale», détaille M. Kicklighter. De son côté, la livre était stable face à l'euro, s'échangeant à 85,42 pence pour un euro. La monnaie britannique restait sous ses niveaux d'avant l'élection britannique du 12 décembre. R. E.

Production céréalière à El Bayadh

Des signes encourageants pour un essor de la filière

■ Les résultats jugés positifs enregistrés dans la wilaya d'El Bayadh dans la production des céréales durant l'année 2019, se sont avérés des signes «encourageants» pour un essor prometteur de cette filière, selon les avis tant de professionnels que des observateurs en la matière.

Par Nassima A.

La production des céréales a dépassé, durant l'année 2019 qui s'achève, les 225 000 quintaux avec une augmentation de 71 % par rapport à la saison écoulée. Ce sont des indicateurs encourageants qui renseignent sur le développement de cette filière en devenir dans la wilaya, soutiennent des responsables locaux du secteur de l'agriculture, affirmant que la saison écoulée a enregistré une production satisfaisante de l'ordre de 131 000 quintaux de céréales à El Bayadh. Cette wilaya step-pique, connue pour sa vocation pastorale de premier plan, a vu une augmentation sans cesse croissante en matière de production de céréales ces dernières années à travers notamment des opérations de mise en valeur des terres, de facilitation et de soutien aux agriculteurs et aux investisseurs pour développer cette filière et donner une impulsion à cette dynamique enclenchée dans la wilaya, a-t-on souligné au service organisation de la production et de soutien technique de la direction des services agricoles (DSA). La récolte à El Bayadh englobe plus de 140 000 quintaux d'orge, 56 000 qx de blé dur et près de 25 000 qx de blé tendre et environ 3 200 qx de fourrages, à la faveur de la saison en cours qui a enregistré une production «record» de céréales. Ainsi, la daïra de Bougtob a enregistré le taux le plus élevé en matière de production de céréales cette saison estimée à plus de 121 000 quintaux. La daïra de Brizina a réalisé une production dépassant 46 000 quintaux et la daïra de Rogassa plus de 18 000 quintaux, alors que le restant de la production

est réparti entre les daïras de la wilaya (Labioudh Sidi Cheikh, Bousemghoun, Chellala et El Bayadh), a-t-on fait savoir. La DSA a expliqué cette augmentation par l'extension des surfaces emblavées ayant atteint près de 18 000 hectares, ce qui a permis de récolter 11 000 ha par rapport à la saison écoulée qui a vu une augmentation de la surface irriguée, soit une différence de 2 800 ha pour atteindre une surface irriguée globale de près de 5 000 ha à l'échelle de la wilaya. Toutefois, la surface irriguée durant la saison écoulée n'a pas dépassé les 2 200 ha. Pour encourager les agriculteurs à augmenter les périmètres irrigués au niveau de la wilaya, 35 agriculteurs d'El Bayadh ont bénéficié d'un soutien pour l'acquisition d'équipements d'irrigation, à travers un programme lancé en début 2018 et qui s'est poursuivi en 2019. Ces agriculteurs ont bénéficié d'un nombre «important» des systèmes utilisés dans l'irrigation d'appoint dans les périmètres réservés à la céréaliculture, avoisinant 100 kits pour développer les opérations d'irrigation par aspersion en premier lieu. D'autres ont été dotés de matériels d'irrigation goutte à goutte et d'autres d'équipements pour la réalisation de 12 bassins d'eau, outre le soutien financier accordé pour le forage de puits profonds dont les moyens de pompage. D'autres agriculteurs ont bénéficié, durant la saison en cours, d'un soutien destiné à l'acquisition de matériels de semences et pour effectuer des travaux d'aménagement de parcelles agricoles dont les tracteurs. Pour valoriser ces résultats, un programme a été tracé au titre de l'année 2019/2020 pour emblaver plus de 13 000 ha, soit une augmen-



tation de plus de 1 000 ha par rapport à la saison écoulée, en diverses variétés de céréales, en premier lieu l'orge, selon la même source. Il s'agit de la même surface qui s'ajoutera à la surface globale irriguée de la wilaya

Vulgarisation et accompagnement pour booster la production

La DSA a arrêté un calendrier de visites périodiques de techniciens et ingénieurs des services de vulgarisation agricoles au profit des professionnels de la filière des céréales dont le nombre avoisine les 2 500, pour les sensibiliser et accompagner un plus grand nombre d'entre eux, les aider à améliorer les méthodes des labours et d'irrigation et leur faire connaître l'importance de l'utilisation des semences traitées compte tenu

de l'intérêt qu'elles ont pour augmenter les rendements agricoles. Les mêmes services ont signé des conventions avec l'institut technique des grandes cultures de la wilaya de Saïda pour mener une expérience pour l'ensemencement de plusieurs variétés de semences de céréales au niveau des communes de Tousmouline et El Kheïter, durant la saison prochaine, à l'effet de connaître le rendement de chaque variété et son adaptation aux conditions climatiques de la région considérant que cette expérience, est la deuxième du genre après celle expérimentée la saison passée qui a eu lieu dans la commune de Brizina et qui a donné des résultats probants. Pour mettre fin aux souffrances des agriculteurs et les investisseurs de la wilaya parmi les professionnels de la filière des céréales et stocker les récoltes, il est attendu l'entrée en

service du silo de stockage des céréales, situé au chef-lieu de wilaya avant la fin de l'année prochaine, ayant des capacités d'exploitation à près de 100 000 quintaux. Le taux d'avancement des travaux de ce projet est de 50 pour cent, a indiqué le directeur des services agricoles, Saad Lahouari. Ce dock silo relevant de l'Office interprofessionnel des céréales, qui s'étale sur une superficie de 4 hectares et qui consiste en l'approvisionnement en semences et qui va régler l'épineux problème de déplacements des agriculteurs vers les wilayas voisines, entend encourager les agriculteurs à augmenter la surface consacrée aux semences à travers les zones agricoles dans la wilaya et partant la production des céréales, au niveau d'El Bayadh. N.

A./APS

Médéa

Progression de près de 10% des quantités de semences certifiées utilisées

Une quantité estimée à 96 mille quintaux de semences certifiées a été distribuée aux céréaliculteurs de la wilaya de Médéa, au titre de la campagne labours-semences 2019/2020, en progression de près de 10 % des quantités utilisées lors de la précédente campagne, a-t-on appris auprès des responsables de la coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) de Berrouaghia. Cette hausse, qui est passée de 87 mille à 96 mille quintaux, en l'espace d'une saison, concerne les différentes variétés de semences (blé dur, tendre et orge), selon ces responsables qui expliquent ce recours des agriculteurs aux semences certifiées par une «prise de conscience» de l'intérêt

à utiliser des semences traitées, garantissant un bon rendement et une récolte de qualité. Le faible rendement en céréales enregistré, durant la précédente campagne moisson battage, au niveau de certaines exploitations

agricoles, notamment dans la partie sud et sud-est de la wilaya, a incité nombre de céréaliculteurs à opter pour ce type de semences et réduire ainsi le risque d'une mauvaise récolte, a-t-on fait savoir. Le recours, de

plus en plus de céréaliculteurs, aux semences certifiées est une démarche en mesure de contrebalancer, ne serait-ce que «relativement», l'impact du stress hydrique auquel font face certaines régions, en sus d'être un

moyen pour renforcer la résistance des cultures par rapport à des maladies ou parasites qui peuvent affecter les récoltes, a-t-on conclu.

Samy Y.

M'sila/Khettouti Sed El Djir

Mobilisation de 12 millions de dinars pour l'extension du réseau d'assainissement

Une enveloppe financière de 12 millions de dinars a été mobilisée au titre de cette année pour l'extension du réseau d'assainissement dans la localité Ferkoussa el Kahla relevant de la commune de Khettouti Sed el Djir dans la wilaya de M'sila ont annoncé les services de la wilaya. Une fois réceptionné, le projet, actuellement en chan-

tier, permettra de raccorder les habitations éparpillées de 800 résidents dans cette localité à vocation pastorale, ont précisé les mêmes services. La réalisation du réseau d'assainissement contribuera à l'éradication des fausses septiques et la lutte contre les maladies à transmission hydrique (MTH), a-t-on noté. Le taux de raccordement des foyers

aux réseaux d'assainissement dans la commune de Khettouti Sed el Djir, atteindra, après réception de ce projet, les 70%, a-t-on encore détaillé. D'autres projets similaires sont prévus au profit de plusieurs régions de la capitale du Hodna.

R. R.

Tunisie

Signature à l'ARP de la charte de la stratégie de lutte contre la corruption

■ Le président de l'Instance nationale de lutte contre la corruption (Inlucc), Chawki Tabib, a appelé à hâter l'élection des membres du conseil de l'Instance conformément à l'article 130 de la Constitution.

Par Fella Y.

Séance de travail entre Kais Saïed et Habib Jemli sur la formation du gouvernement

« J'ai insisté, à cet effet, sur l'importance d'élire les membres de cette instance constitutionnelle loin des tiraillements et des quotas partisans. Chawki Tabib s'exprimait dans le cadre d'un point de presse conjoint tenu vendredi au Parlement, en présence du président de l'Assemblée des Représentants du Peuple, Rached Ghannouchi, et ce, à l'occasion de la déclaration d'adhésion de l'ARP à la charte de la stratégie nationale de la bonne gouvernance et de lutte contre la corruption, ainsi que la signature de ce document. La signature de cette charte par le parlement est à même de renforcer davantage le rôle du législateur tunisien dans la mise en place de la bonne gouvernance et de lutter efficacement contre la corruption. Parmi les objectifs principaux de cette stratégie, figure la consolidation de la participation politique dans le domaine de la lutte contre la corruption. «L'implication des politiques dans la lutte contre ce fléau ne peut se renforcer, sans une adhésion concrète de l'Assemblée des Représentants du peuple et du gouvernement dans cette stratégie nationale», a souligné Tabib.

Une séance de travail a eu lieu au Palais de Carthage, entre le président de la République tunisienne, Kais Saïed, et le Chef du gouvernement désigné, Habib Jemli. La réunion qui s'est tenue à la demande de Habib Jemli est consacrée aux derniers développements du processus de formation du gouvernement, a déclaré Rachida Ennaïfer, conseillère auprès de la présidence de la République tunisienne, chargée de la communication et de l'information. Et de préciser que les travaux de la séance de travail se poursuivront cet après-midi. Le 23 décembre dernier, Jemli avait annoncé, lors d'une conférence de presse, à l'issue de sa rencontre avec le chef de l'Etat, la décision de former un gouvernement de compétences nationales, en dehors des partis politiques, y compris le mouvement Ennahdha. Il avait justifié sa décision par le fait que certains partis politiques ont campé sur leurs positions en maintenant leurs conditions excessives, en dépit de plusieurs concessions faites dans ce sens. Jemli s'était dit surpris de voir plusieurs partis politiques



se retirer des concertations pour la formation du nouveau gouvernement. Les partis Tahya Tounes (14 députés), le Courant démocrate (22 députés) et Echaab (16 députés) avaient, officiellement, annoncé leur retrait des concertations autour de la formation du nouveau gouvernement.

112 terroristes éliminés depuis 2016

Les unités de sécurité tunisiennes ont éliminé 112 terroristes et saisi une grande quantité d'armes et munitions depuis

2016, a annoncé le ministre tunisien de l'Intérieur. «Le ministère a adopté une stratégie sectorielle dans sa lutte contre le terrorisme et a déjoué plusieurs plans terroristes qui visaient des institutions vitales et sensibles ainsi que des personnalités politiques», a déclaré Daoud Khedhir, commissaire de police principal au pôle de lutte contre le terrorisme. Lors d'une conférence nationale sur le thème «Les jeunes contre le terrorisme», M. Khedhir a indiqué que les unités de sécurité avaient réussi à démasquer plusieurs cellules terroristes dor-

mant et à saisir des quantités d'armes et de substances explosives. Le responsable a souligné que la surveillance de l'espace virtuel (internet), un terrain fertile pour recruter des partisans de groupes terroristes, faisait également partie de la stratégie du ministère. De son côté, Rached Bettaieb, président de la Commission nationale de lutte contre le terrorisme, a estimé que l'extrémisme violent constitue un défi à relever. «Il s'agit d'un combat de longue haleine et sur le long terme», a-t-il dit.

F. Y./agences

Maroc

Un journaliste placé en détention pour un tweet critiquant une décision de justice

Le journaliste et militant des droits humains Omar Radi a été placé en détention provisoire jeudi 26 décembre. Ce jeune homme de 33 ans est une figure connue du mouvement du 20 février, qui dans la vague des printemps arabes avait poussé les autorités à changer la Constitution et convoquer des élections. Le procureur a décidé de le poursuivre pour «outrage à magistrat», suite à un tweet dénonçant une décision de justice. Omar Radi se trouve désormais à la prison de Casablanca, sur ordre du tribunal de première instance d'Aïn Sebaa. Il est poursuivi en vertu de l'article 263 du code pénal, qui réprime l'outrage

à magistrats. En l'occurrence, ce qu'on lui reproche, c'est un tweet d'avril dernier, dénonçant la confirmation par un juge d'appel, de peines allant jusqu'à 20 ans de prison pour 42 membres du Hirak marocain, ce mouvement de contestation sociale qui a agité le nord du Maroc en 2016 et 2017. Dans son tweet, Omar Radi fustigeait le juge ayant rendu cette décision, l'appelant - «bourreau de nos frères» et concluant «Ni oubli ni pardon avec ces fonctionnaires sans dignité». La police judiciaire l'avait déjà entendu une première fois, en avril, et l'avait questionné sur le sens précis de son tweet. Elle n'avait évoqué aucune suite

dans l'immédiat. Mais le procureur a décidé de reprendre la procédure cette semaine, de le convoquer puis de le placer en détention provisoire jusqu'à la prochaine audience. Une détention provisoire qui a fait l'objet d'un appel de ses avocats ce vendredi 27 décembre au matin. L'appel a été rejeté par le tribunal de première instance de Casablanca. La prochaine audience a été fixée au 2 janvier. Plusieurs ONG ont dénoncé cette incarcération ce vendredi dont Reporters sans frontières qui a appelé à sa libération immédiate et qui a exhorté «les autorités marocaines à abroger tous les articles du Code pénal

applicables à la liberté d'expression et d'information». Le Syndicat national de la presse marocaine (SNPM), ainsi que plusieurs intellectuels marocains et figures des droits humains ont aussi condamné l'arrestation d'Omar Radi, et un groupe de soutien a vu le jour.

Grâce à une vidéo virale, l'agresseur présumé d'une femme arrêté

Après que la maquilleuse Firdaous Yousfi a mis en ligne une vidéo où deux hommes la harcèlent et cognent sur sa voiture, la police marocaine a réussi à

interpeller un des assaillants présumés pour «agression verbale et physique, conjuguée au harcèlement sexuel». En effet, la police marocaine a arrêté un homme apparaissant dans une vidéo massivement partagée sur les réseaux sociaux en train de harceler une jeune femme et frapper sa voiture à Casablanca. Firdaous Yousfi, une make-up artist («maquilleuse») ayant 36 000 abonnés sur Instagram, a publié une vidéo en début de semaine montrant deux hommes en voiture tentant de lui faire barrage, visiblement pour la draguer, pendant qu'elle roulait seule à bord de son véhicule à Casablanca, dans l'ouest du Maroc. La deuxième partie de la vidéo la montrait enfermée dans sa voiture à l'arrêt, en pleurs, pendant qu'un des agresseurs la menaçait en tapant nerveusement sur l'avant de son véhicule. L'un d'eux a été arrêté mercredi pour cette «agression verbale et physique, conjuguée au harcèlement sexuel», a annoncé mercredi soir la DGSN, la police marocaine. Il a été «placé en garde à vue à la disposition de l'enquête» tandis que les «investigations se poursuivent pour arrêter le deuxième suspect».

RFI

Sabiha O./AFP

Mauritanie

Changement de structure du parti de l'UPR

La commission juridique chargée de préparer le prochain congrès du parti Union pour la République (UPR), a présenté ses recommandations concernant les modifications des textes et des structures du parti. Le comité a recommandé de ne pas changer le nom et le symbole du parti, mais a proposé un nouveau slogan qui sera Unité-Justice-Développement. Le comité a souligné que les objectifs sont de moderniser la gestion et consolider la décentralisation, lutter contre les différences sociales, en particulier les

classes marginalisées et rechercher la transparence et la bonne gouvernance dans la gestion des ressources publiques. Elle a souligné la nécessité de travailler avec transparence au sein du parti et ouvrir des représentations au niveau des instances locales. La commission a également fait des propositions concernant la fusion ou la coalition avec certains partis, en tenant compte des possibilités d'expansion du parti et de l'adhésion de nouveaux partis politiques. En ce qui concerne la structure du parti de l'UPR, la

commission a recommandé la suppression du bureau politique, en remplacement par un comité permanent du bureau exécutif. Il a également été proposé d'augmenter le nombre de vice-présidents de 4 à 5, d'augmenter le nombre de membres du Conseil national de 120 à 220, et aussi d'augmenter les membres du bureau exécutif élu de 23 à 31 membres. Enfin le comité a recommandé que le président du parti soit élu à main levée et non au scrutin secret.



Irak

Un Américain tué par des roquettes dans un pays en crise

■ De nouveaux tirs de roquettes en Irak ont pour la première fois fait un mort dans les rangs américains, faisant redouter hier une escalade de la violence dans un pays déjà plongé dans sa plus grave crise politique et sociale depuis des décennies.

Par Rosa C.

Les États-Unis avaient récemment promis «une réponse ferme» face à la multiplication des attaques visant leurs intérêts en Irak – non revendiquées mais qui sont pour Washington le fait des factions pro-Iran. Vendredi soir, 30 roquettes se sont abattues sur la base K1 à Kirkouk, région pétrolière au nord de Bagdad que le Kurdistan dispute aux autorités fédérales, a indiqué un responsable américain à l'AFP. «Un sous-traitant américain a été tué et plusieurs militaires américains et des membres du personnel irakien ont été blessés», a rapporté le commandement de la coalition antijihadistes en Irak et en Syrie

emmenée par les Américains. Les tirs de roquettes et d'obus de mortier contre des bases irakiennes abritant des soldats américains ou des représentations diplomatiques américaines se sont intensifiés depuis deux mois. Depuis le 28 octobre, dix attaques ont déjà fait des blessés et un mort dans les rangs des militaires irakiens et provoqué des dégâts matériels jusqu'aux abords de l'ambassade américaine, située dans l'ultrasécurisée Zone verte de Bagdad. Celle de vendredi soir diffère toutefois par son intensité, jamais autant de roquettes n'ayant été tirées sur une seule base. Elle aurait pu être par ailleurs beaucoup plus meurtrière. De hauts commandants de la

police irakienne et de la coalition internationale devaient en effet se retrouver vendredi à K1, d'où ils devaient diriger une vaste opération dans les zones montagneuses où se terrent toujours des cellules du groupe État islamique (EI). La police irakienne a indiqué avoir reporté l'opération en raison de conditions météorologiques défavorables. Si aucune des dernières attaques anti-américaines n'a été revendiquée, Washington pointe du doigt les factions armées pro-Iran, dont l'influence ne cesse de grandir et qui sont désormais intégrées aux forces de sécurité irakiennes. Pour les Américains en Irak, affirme une source de sécurité occidentale à l'AFP, ces factions sont désormais plus menaçantes que l'EI, sur lequel Bagdad avait proclamé la victoire il y a deux ans. Signe de cette inquiétude, «un convoi de 15 véhicules américains transportant chacun des blindés et des armes est arrivé aux abords de leur ambassade à Bagdad», indiquait récemment un responsable de la sécurité irakien à l'AFP. Dans une première réaction à l'attaque sur K1, la coalition a indiqué dans la nuit que les forces irakiennes menaient l'enquête, et que ce seraient elles



P. > D. R.

qui y répondraient. L'Irak affirme depuis des mois qu'il ne veut pas servir de champ de bataille interposé aux deux grands ennemis – ses deux alliés traditionnels. Mais aujourd'hui, la donne a changé alors que l'Iran a renforcé son influence chez son voisin au détriment de Washington. La République islamique et ses alliés en Irak poussent pour placer leur homme au poste de Premier ministre, après la démission du gouvernement. Face à l'intransigeance iranienne, le président Barham Saleh menace aussi de démissionner. Deuxième producteur de pétrole de l'Opep, le pays traverse depuis le 1^{er} octobre sa pire crise sociale et désormais politique. Les manifestants, pour la première fois depuis des décennies, sont sortis spontanément dans les rues et paralysent

toujours administrations et écoles dans la quasi-totalité des villes du Sud. La rue maintient sa mobilisation en dépit de près de 460 morts et 25 000 blessés et conspu chaque jour les autorités et leur parrain irakien. Les protestataires promettent de continuer tant qu'ils n'auront pas obtenu la refonte du système de répartition des postes en fonction des ethnies et confessions et le renouvellement d'une classe politique inchangée depuis 16 ans. Ils exigent de nouvelles élections pour faire émerger des indépendants et des technocrates n'ayant pas été aux affaires au sein du système politique, installé en 2003 par les Américains et désormais noyauté par les Iraniens.

R. C.



Commentaire

Nationalité

Par Fouzia Mahmoudi

Décidément, malgré ses ambitions, l'Inde continue à adopter des comportements peu compatibles avec la modernité qu'elle veut atteindre. Le pays de Gandhi continue en effet à user durement de répressions et n'hésite pas à couper les connexions internet pour empêcher, sans succès, son peuple de se mobiliser et de faire entendre sa voix. En effet, des milliers d'Indiens ont de nouveau manifesté, vendredi, dans plusieurs grandes villes du pays pour protester contre la loi sur la citoyenneté vue comme anti-musulmane, après de nouvelles coupures d'Internet par les autorités. En parallèle, des partisans de la loi ont organisé une contre-manifestation à Bombay, la capitale économique, illustrant les divisions que cette nouvelle loi a creusées. Des centaines de personnes ont commencé à se rassembler devant la grande mosquée de New Delhi après la prière du vendredi, dans le vieux quartier de la capitale quadrillé par les forces de l'ordre. Policiers antiémeutes et paramilitaires ont érigé des barricades dans les rues menant à la mosquée, où de violents affrontements avaient éclaté lors de précédentes manifestations. Les protestataires se disaient déterminés à poursuivre, tant que le gouvernement nationaliste hindou de Narendra Modi ne retirerait pas sa loi controversée. Celle-ci prévoit de donner la nationalité indienne aux réfugiés d'Afghanistan, du Pakistan et du Bangladesh, sauf ceux de confession musulmane. Vingt-sept personnes ont péri en deux semaines dans des manifestations parfois violentes contre cette loi qui a entraîné le plus important mouvement de contestation en Inde depuis l'arrivée au pouvoir des nationalistes hindous en 2014. Des centaines de policiers étaient déployés et des dizaines de checkpoints mis en place à Bombay, où deux manifestations rivales, pour ou contre la loi, ont rassemblé chacune près de 5 000 personnes. En prévision de nouvelles manifestations vendredi, les responsables d'Uttar Pradesh, dans le nord du pays, ont suspendu l'Internet mobile et les SMS dans 21 districts sur 75, dont la capitale régionale Lucknow (nord du pays). Bloquer l'accès à Internet pour limiter les manifestations est une technique couramment utilisée par les autorités en Inde, le pays étant le leader mondial en nombre de coupures de ce réseau. Le site internetshut-down.in en a ainsi recensé une centaine pour la seule année 2019. En amont de la grande prière hebdomadaire, des milliers de policiers armés patrouillaient vendredi matin dans l'État d'Uttar Pradesh à majorité musulmane. Cinq mille personnes ont été placées en détention préventive, en plus de 1 000 autres déjà arrêtées en lien avec les manifestations. La réponse brutale des forces de l'ordre nourrit la colère des manifestants, qui accusent les autorités de répression arbitraire. Reste à voir si le gouvernement changera de méthodologie, préférant le dialogue ou si la répression suivra son cours jusqu'à épuisement de ce mouvement qui compte beaucoup de partisans. Néanmoins, les défenseurs de cette loi polémique sont tout aussi nombreux et c'est sur eux que s'appuie le gouvernement pour maintenir la pression et pour gagner l'opinion en leur faveur jusqu'à marginaliser les opposants à la nouvelle loi.

F. M.

Ukraine

Les séparatistes pro-russes annoncent un échange de prisonniers

Un échange de prisonniers entre Kiev et les séparatistes de l'est de l'Ukraine est prévu aujourd'hui selon les rebelles pro-russes, une nouvelle étape, si elle se confirme, d'une désescalade dans le seul conflit armé actif d'Europe. «Kiev et le Donbass (ndlr, les séparatistes) ont trouvé un accord sur un échange de prisonniers (...) ce dimanche 29 décembre», a annoncé Daria Morozova, la médiatrice du gouvernement de la république autoproclamée du Donetsk dans un communiqué. Selon elle, les deux territoires séparatistes de Donetsk et Lougansk se verront remettre 87 personnes, tandis que 55 seront remises à Kiev. La responsable n'a donné aucune indication sur l'identité de ces prisonniers. Des médias russes affirment que l'opération doit avoir lieu sur la ligne de front. De leur côté, les autorités ukrainiennes n'ont rien laissé filtrer, se refusant à confirmer ou infirmer l'échange. «Nous ne commentons pas cela», a indiqué à l'AFP Olena Guilianska, porte-parole du SBU, les services de sécurité ukrainiens. La présidence était quant à elle injoignable. Le principe de cet échange avant la fin de l'année avait cependant été acté et réclamer par le nouveau président

ukrainien Volodymyr Zelensky le 9 décembre à Paris, où se tenait le premier sommet de paix sur l'Ukraine depuis 2016. Il y rencontra Vladimir Poutine pour la première fois, sous chaperonnage franco-allemand, une avancée même si la réunion n'a au final débouché que sur peu de décisions concrètes. Néanmoins, depuis l'élection du nouveau chef de l'État ukrainien, un ancien acteur et comédien, une certaine détente se fait sentir. En septembre, Kiev et Moscou avaient échangé 70 détenus, notamment des figures symboliques, comme le cinéaste ukrainien Oleg Sentsov, relâché par Moscou. Autre exemple, les belligérants des deux camps ont ensuite reculé dans trois petits secteurs de la ligne de front, et le sommet de Paris a décidé que d'ici fin mars d'autres retraits de troupes de ce type devaient avoir lieu. La Russie a aussi rendu à Kiev des navires de guerre qu'elle avait saisis, et différents responsables russes, Vladimir Poutine en tête, ont dit apprécier M. Zelensky. La guerre entre Kiev et des séparatistes prorusses a fait plus de 13 000 morts depuis 2014. L'Occident et l'Ukraine accusent Moscou de financer et d'armer les rebelles, ce que la Russie nie, affirmant jouer un rôle

politico-humanitaire pour protéger les populations locales dans ces régions russophones. La signature des accords de paix de Minsk en 2014 et 2015 a mis fin aux combats les plus violents, mais le cessez-le-feu prévu n'a jamais été mis en œuvre, les accrochages armés restant quasi-quotidiens. Et le règlement politique du conflit n'a lui pas avancé du tout. Les négociations à Paris avec MM. Poutine, Zelensky, Emmanuel Macron et Angela Merkel, un format baptisé «Normandie», n'ont d'ailleurs pas débouché sur des avancées, qu'il s'agisse du retrait des armes lourdes, la restauration du contrôle de Kiev sur sa frontière avec la Russie, l'autonomie accrue pour les territoires sous contrôle séparatiste ou l'organisation d'élections locales dans ces régions. Et les différents camps semblent avoir certaines positions irréconciliables. Volodymyr Zelensky a ainsi exclu tout scrutin et toute autonomie tant que des groupes armés étaient «illégalement» en territoire ukrainien. Comprendre les séparatistes et leurs parrains russes. Vladimir Poutine a encore apporté un soutien fort aux rebelles le 10 décembre, excluant tout retour du contrôle de la frontière à Kiev.

Opéra d'Alger

Vibrant hommage à Fadhéla Dziria, diva du hawzi

■ Un hommage appuyé a été rendu vendredi soir à Alger par la Fondation «Cheikh Abdelkrim-Dali» à Fadhéla Dziria, grande dame de la chanson algéroise hawzi et aroubi, à travers un concert onirique qui a réuni des chanteuses de renom, accompagnées par l'orchestre de la fondation, devant un public nombreux.

Par Adéla S.

Accueilli à l'Opéra d'Alger, le concert a réuni les voix présentes et étoffées de Nardjess, Nadia Benyoucef, Lamia Madini, Imène Sahir et Hasna Hini, en accoutrements traditionnels (m'hermet el ftoul, karakou et serouel cheika ou qweyet), soutenues par les 27 instrumentistes, dont 13 musiciennes de l'Orchestre de la Fondation «Cheikh Abdelkrim-Dali», dirigés d'une main de maître par le maestro Naguib Kateb.

Après la projection d'un court documentaire sur la vie de la grande cantatrice algéroise, réalisé par Sabrina Softa, huit ballerines et autant de danseurs du Ballet de l'Opéra d'Alger ont embelli le rendu des cinq cantatrices qui sont revenues ensemble sur scène, sur l'œuvre prolifique de la diva, interprétant durant plus de trois heures une vingtaine de pièces de son riche répertoire.

En trois parties faites de quelques pièces en guise d'«avant goût» sur le «style» Fadhéla Dziria et deux séries d'inquillab et de Hawzi-Aroubi, les cinq interprètes ont présenté dans de belles variations modales et rythmiques, entre autres pièces, «Ya belaredj», «Dakhli M'Sam'âi», «Houini Kanou», «Assafi âla ma mada», «Rachiq el qad», «Sabri Qaili», «Ana Toueyri» et «Had el wahch aâliya». Le spectacle présentait

dans un décor de «qaâda algéroise», avec des ustensiles de dinanderie traditionnelle (briq, es'sniy, m'rach) et des tables basses ornées de sucreries et de boissons chaudes, a été très apprécié par le public qui, à son tour, a rendu hommage à l'œuvre de Fadhéla Dziria, par des salves d'applaudissements et des youyous nourris.

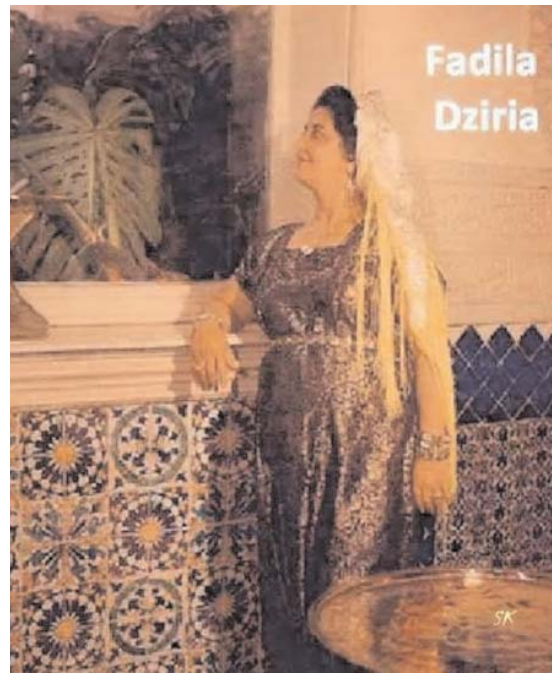
Grande cantatrice et icône de la chanson algéroise et andalouse dans ses variantes Hawzi et Aroubi, Fadhéla Dziria, Fadhela Madani de son vrai nom (1917-1970) a commencé très jeune à imiter Cheikha Yamna Bent el Hadj el Mahdi et Meriem Fekkaï El Bessekria, animant dès les années 1930 les soirées de ramadhan en arabe et en kabyle.

Mohamed Lahbib Hachelaf et Haddad El Djillali, deux grands noms de la Radio algérienne, la découvrent lors d'une émission intitulée «Min koul fène chouïya» et l'aidant à faire ses premiers pas dans la chanson, à une époque difficile où la femme ne

pouvait s'émanciper et prendre son destin en main.

Partie en 1935 à Paris, après un mariage précoce qui n'a pas duré, la jeune femme chante dans les quartiers à forte concentration maghrébine et rencontre Abdelhamid Ababsa, qui lui apprendra plusieurs mélodies en vogue.

A son retour au pays, elle anime cérémonies et fêtes, avant de croiser Mustapha Skandrani et Mustapha Kechkoul, deux grands artistes qui vont l'aider à trouver sa voie et choisir le registre de la chanson algéroise qui la conduit à intégrer le groupe de Meriem Fekkaï qui animait les soirées et les fêtes algéroises. En 1949 et après l'interprétation de «Rachiq el ked», Fadhéla Dziria enregistre «Mel Hbib Malou», une chanson qui fait très vite son succès, et amène Mahieddine Bachtarzi à l'engager comme chanteuse pour animer ses tournées, puis la distribuer dans des rôles au théâtre, avec Keltoum, Rachid



Ksentini et Mohammed Touri, entre autres.

Deux autres enregistrements, «Ana Toueyri» et «Houna Kanou», vont encore lui apporter le succès, avant d'être appelée par le devoir national et participer, avec sa sœur Goucem, à collecter des fonds, pour aider à financer la lutte armée pour l'indépendance de l'Algérie. Arrêtée, elle se fait emprisonner à Barberousse.

A sa sortie de prison, elle forme son propre ensemble musical avec sa sœur Goucem

à la derbouka, Reinette l'Oranaise au violon et sa nièce Assia au piano et à l'orgue, confirmant sa place de diva dans le paysage de la chanson algéroise féminine.

Préparé dans le cadre de la célébration du 105^e anniversaire de la naissance du Cheikh Abdelkrim Dali, l'hommage à Fadhéla Dziria intervient après ceux organisés par la fondation éponyme de Cheikha Titma (2011), Cheikha Yamna Bent el Hadj el Mahdi (2013) et Meriem Fekkaï (2019). A. S./APS

Tizi-Ouzou

Ouverture aujourd'hui de «Lumière sur la nouvelle scène de la chanson amazighe»

«Lumière sur la nouvelle scène de la chanson amazighe», un événement organisé par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc), s'est ouvert hier samedi à la maison de la culture Mouloud-Mammeri, a-t-on appris vendredi des organisateurs. Cette manifestation, organisée en

collaboration avec la direction locale de la culture, vise la promotion des jeunes talents artistiques de la wilaya qui ont été primés dans différentes manifestations locales ou nationale (festival de la musique moderne, Alhan oua chabab...), a indiqué la directrice de la culture, Nabila Goumeziiane. Durant

cette manifestation qui s'étalera sur trois jours, 15 artistes vont se produire sur scène à partir de 14h00. Il s'agit, entre autres, de Silya Ould Mohand, Bilal Mohri, Aziz Rezgui, Yasmine Taleb, Lounès Chellili et d'autres artistes que le public aura le loisir d'apprécier. Racim C.

Cinéma

L'empreinte des jeunes réalisateurs

Malgré une faible visibilité conjuguée à la rareté d'événements en Algérie, l'actualité cinématographique de l'année qui s'achève aura été marquée par une présence persévérante de jeunes réalisateurs algériens dans les manifestations internationales. Les œuvres portées par ces cinéastes semblent inaugurer une vision jeune du cinéma.

Elles sont, en tous cas, saluées par la critique et consacrées par de nombreuses distinctions.

Après le succès de son premier long métrage documentaire «Fi Rassi rond-point» (Dans ma tête un rond-point), le réalisateur Hassan Ferhani a brillamment fait parlé de lui cette année avec la sortie de «143, rue du désert», un portrait poignant d'une femme gérante d'un petit relais routier dans le désert algérien.

Présenté en avant-première

mondiale au Festival de Locarno, le documentaire remporte le Prix du «meilleur réalisateur émergent» et celui du «Jury junior».

Tout au long de l'année, il sera tour à tour primé en Algérie, en Tunisie, en Corée du Sud et en Egypte.

Connu pour ses courts métrages «Demain Alger ?» et «El Djazira», le réalisateur Amine Sidi Boumediene a signé en 2019 son premier long métrage de fiction, «Abou Leïla».

Le film sélectionné en compétition dans une trentaine de festivals internationaux a reçu le «Prix du meilleur film New Wave» du Festival européen du film de Séville (Espagne) et celui de la critique au Cinemed (France).

Distribué dans «Abou Leïla», Lyes Salem s'est vu pour sa part attribué le Tanit de la meilleure interprétation masculine aux Journées cinématographiques de Carthage (JCC, Tunisie).

Autre première œuvre ayant fait parlé d'elle, «Papicha» de la réalisatrice Mounia Meddour.

Le film a été présenté à la semaine de la critique du dernier Festival de Cannes et dans une dizaine de manifestations cinématographiques à travers le monde, France, Tunisie, et Belgique, entre autres.

Au festival d'Angoulême (France), «Papicha» s'est adjugé le prix du public, du meilleur scénario ainsi que celui de la meilleure actrice décerné à Lyna Khoudri.

Cette dernière, déjà distinguée à la Mostra de Venise en 2017 pour son rôle dans «Les bienheureux» de Sofia Djamaa, y confirme son talent d'actrice.

Chacun à leur manière, Mounia Meddour et Amine Sidi Boumediene abordent les années du terrorisme qui, en une décennie, a plombé le climat social et politique en Algérie,

laissant des traces profondes chez des générations entières d'Algériens.

Au côté des jeunes talents qui confortent leur place dans le septième art, l'inénarrable Hamid Benamara, le cinéaste aux œuvres atypiques, est revenu en 2019 avec «Timelife», son dernier né sélectionné dans des festivals en Russie et aux Etats-Unis, alors que Merzak Allouache signe le thriller «Paysages d'automne» et «Vent divin», autre long métrage présenté en Allemagne.

Public sevré

A l'exception de «143, rue du désert» et de «Paysages d'automne» de Merzak Allouache, projetés deux fois lors du dernier Festival international du cinéma d'Alger (Fica), aucun des films sortis en 2019 n'a été projeté au public en Algérie.

En plus de l'annulation des festivals du film arabe d'Oran et celui du film méditerranéen de Annaba, ces nouvelles productions pâtissent d'une absence totale de distribution en Algérie, malgré l'engouement du public cinéophile pour les sorties des films commerciaux étrangers.

Meriem Achour Bouakkaz aura été, elle aussi, une des découvertes de l'année 2019 avec son documentaire «Nar» (feu) projeté une seule fois à l'occasion du 10^e Fica.

Tout comme El Kheyyer Zidani, auteur de «Nice Very Nice» et Mohamed Benabdallah, réalisateur de «Je dirais tout à Dieu», des cinéastes qui ont signé des courts métrages à succès, regrettent cette absence de visibilité de leurs œuvres en Algérie où le public se trouve sevré d'images sur les Algériens, tournées par des cinéastes étrangers, se désolent-ils. R. C.



Athlétisme La DTN rassurée pour la préparation de l'élite

LE DIRECTEUR technique des équipes nationales algériennes d'athlétisme, Abdelkrim Sadou, s'est dit «globalement satisfait» des conditions de préparation des différents Elites nationales, au terme d'une visite d'inspection l'ayant conduit dernièrement à Sétif et Constantine, où se regroupent respectivement les sélections de cross, de demi-fond et d'athlétisme. En effet, 37 athlètes, entre demi-fondistes et crossmen, sont actuellement en stage de pré-sélection à l'Ecole nationale des sports olympiques de Sétif, pour dégager la liste des candidats qui auront la lourde tâche de représenter les couleurs nationales aux prochaines échéances internationales, dont les championnats d'Afrique d'athlétisme, prévus en 2020 à Alger. Sept dames figurent parmi cet effectif élargi «constitué sur la base des résultats de la saison écoulée et qui pourrait changer au fil de la saison, en fonction de la forme et du niveau des athlètes», a encore précisé la Fédération concernant ce regroupement, devant s'achever le 6 janvier prochain. A Constantine, le DEN s'est particulièrement enquis des conditions de préparation du médaillé d'or sur le tripe saut des derniers Jeux africains à Rabat (Maroc), Yasser Mohamed Tahar Triki. Ce

dernier, qui sera le seul Algérien engagé dans les prochains Championnats du monde d'athlétisme en salle, prévus du 13 au 15 mars 2020 à Nankin (Chine), a en effet préféré rester à Constantine cette année et travailler sous la houlette de son entraîneur, Azzedine Talhi. «Triki a opté pour une préparation chez lui, où il ne manque de rien, et il travaille dans de très bonnes conditions. Toutes les commodités nécessaires ont été mises à sa disposition et il s'entraîne sérieusement», a assuré le DEN. Concernant le stage des crossmen à Sétif, Sadou a considéré que même «les conditions climatiques sont plus moins favorables», surtout pour un région réputée pour être assez froide l'hiver. Quoique, ce qui semblait l'avoir frappé le plus dans sa déclaration au site officiel de la fédération, c'est «la discipline du groupe» qu'il a jugée «irréprochable» et ce, malgré la présence d'un effectif relativement élevé de 37 athlètes. Outre les Championnats d'Afrique à Alger, la sélection nationale juniors prépare les Championnats du monde des moins de 20 ans, prévus du 7 au 12 juillet 2020 à Nairobi (Kenya), a encore précisé l'instance fédérale concernant le regroupement des U20, qui font également partie du stage.

Voile/ Festival national des jeunes talents 150 véliplanistes au rendez-vous

PRÈS de 150 jeunes véliplanistes sont attendus au Festival national des jeunes talents de voile, prévu du vendredi à lundi prochain à Ain Turk (Oran), a-t-on appris auprès de la direction de l'organisation sportive de la Fédération algérienne de voile (FAV). Les compétitions de ce rendez-vous sportif, organisé par la FAV avec le concours de la ligue d'Oran, concernant les disciplines Optimist, Bic Techno, Kite Surf. La participation est ouverte aux sélections nationales, aux équipes représentant les ligues d'Alger, Oran, Tipasa, Mostaganem et Skikda, ainsi qu'aux clubs de Tigzirt (Tizi-Ouzou), Marsa Benmehdi (Tlemcen) et l'association sportive de Tlemcen. Concernant le Kite Surf, la sélection nationale des -20 ans, conduite par l'entraîneur Islem Lazouari, effectuera un stage auquel prendront part 12 athlètes dont deux filles. Dans

l'épreuve Optimist, près de 100 jeunes athlètes dont 30 filles sont attendus, alors que les épreuves du Bic Techno réuniront 35 athlètes dont 10 filles. Alors que la journée du vendredi est consacrée aux séances d'entraînement des sportifs concernés par ce festival, la journée de samedi marquera, quant à elle, le coup d'envoi des compétitions. Cette manifestation sportive entre dans le cadre des préparations des athlètes des disciplines de l'Optimist et du Bic Techno dans l'optique des prochaines échéances notamment les Jeux méditerranéens-2021 d'Oran. Pour le Kite Surf, l'objectif à long terme des jeunes athlètes concerne surtout les Jeux olympiques-2024. Pour rappel, la sélection nationale de Bic Techno a participé au Championnat d'Afrique de Djerba (Tunisie) du 16 au 22 décembre, sous la conduite de l'entraîneur Kheireddine Bousaha.

Open Milev 2019 du karaté do 600 athlètes présents à la manifestation

LA TROISIÈME édition du tournoi international «Open Milev du karaté do» a débuté vendredi à la salle omnisport (OMS) Benabderahmane-Tayeb à Mila, avec la participation de 600 athlètes des catégories minimales et juniors filles et garçons. Cette compétition de deux jours regroupe les athlètes de 86 clubs algériens et étrangers dont «Itihad Jamarek» (Libye), «Nousour Carthage» et «Magic

Sport» (Tunisie) aux côtés des clubs des wilayas d'Alger, Ain Témouchent, Constantine, Annaba et Ain Defla, selon la ligue locale du karaté do, organisatrice de l'événement. Les épreuves regroupent les spécialités «kata» et «kumité» en individuel et par équipes supervisées par des arbitres badgés africains et internationaux dans cette discipline, a-t-on noté.

Coupe de la CAF/PAC-Eneymba FC (Nigeria) ce soir Le Paradou pour se ressaisir

■ Le Paradou AC affronte ce soir la formation nigériane d'Eneymba FC pour le compte de la troisième journée de la Coupe de la Confédération africaine, au stade Mustapha-Tchaker de Blida.



Les Pacistes espèrent un nouveau départ en C2

Par Mahfoud M.

Après un nul et une défaite respectivement face aux Ivoiriens de San Pedro et les Marocains de Hassania Aghadir, les Jaune et Bleu doivent se reprendre et enregistrer leur premier succès pour sortir de cette situation délicate. Il est clair que les gars du PAC doivent maintenant de se repositionner pour espérer passer au prochain tour. Certes, cela sera très difficile face à une grande équipe nigériane qui a l'habitude de jouer les premiers rôles en coupes africaines et qui a déjà remporté une C1. Mais les poulains de

Chalo sont capables de réussir un exploit pourvu qu'ils gardent toute leur concentration tout au long de cette rencontre. Ayant réussi à se qualifier en Coupe d'Algérie en battant Bir El Arch sur le score sans appel de (5/0), les Pacistes souhaitent aller le plus loin possible dans cette compétition africaine et pour cela, ils doivent aussi s'imposer dans les rencontres qu'ils jouent à domicile et essayer de revenir avec des victoires pour soigner leur capital-points et arracher un des deux billets qualificatifs aux quarts de finale. Les coéquipiers de Zorgane savent ce qui les attend et doivent se donner à fond pour se refaire une santé

dans cette phase des poules qui n'est pas aussi facile que les autres tours où ils avaient réussi à imposer leur logique. L'essentiel pour eux et de donner le meilleur d'eux-mêmes et prouver qu'ils peuvent être à la hauteur des espérances placées en eux. La qualification passe inévitablement par une victoire, car un tout autre résultat compliquerait la situation de l'équipe qui se doit de batailler ferme pour espérer prendre le meilleur sur cette équipe d'Eneymba FC qui ne se déplaçera pas en victime expiatoire.

M. M.

Ligue des champions d'Afrique (3^e J/ Gr.D) La JSK battue par le Raja Casablanca

La JS Kabylie, l'un des deux représentants algériens en phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football, s'est inclinée vendredi soir face au Raja Casablanca 2 à 0 (mi-temps : 0-0), en match disputé au Complexe Mohamed V, dans le cadre de la 3^e journée. Après une première mi-temps terminée sans but, les locaux se sont révoltés après la pause, en ouvrant d'abord la marque par l'entremise de l'attaquant congolais Ben Malango (51'), avant que Sofiane Rahimi ne corse

l'addition trois minutes plus tard (54'). Les choses se compliquent pour la JSK, qui concède sa deuxième défaite de rang en déplacement, après celle face à l'ES Tunis (1-0). Un revers qui fait reculer les Canaris à la 3^e place au classement avec 3 points. Dans l'autre match de cette poule, l'ES Tunis, double détenteur du trophée, a été tenue en échec, à la surprise générale, devant son public face à l'AS Vita Club (RD Congo) 0-0. Un match nul qui permet tout de même aux Tunisois de préserver

leur position en tête de classement avec 7 points. Lors de la 4^e journée, la JS Kabylie recevra le 10 janvier le Raja Casablanca (17h00), alors que l'Espérance de Tunis se rendra à Kinshasa pour affronter l'AS Vita Club, le 11 janvier (17h00). L'autre représentant algérien dans cette compétition, l'USM Alger, engagée hier les Sud-africains de Mamelodi Sundowns, au stade Mustapha-Tchaker de Blida (17h00). Les Algérois comptent deux points en deux matchs.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Djelfa

Enquête de la direction de la santé sur la mort de trois membres d'une même famille

LA DIRECTION de la santé, de la population et de la réforme hospitalière de Djelfa a ouvert une enquête épidémiologique sur la mort de trois membres d'une même famille, dans la nuit de vendredi à samedi, a-t-on appris hier auprès de son directeur, Belakhel Fites. «L'enquête concerne la mort de trois

membres d'une même famille, à savoir une femme de 63 ans, sa fille de 42 ans et son gendre de 48 ans, tous accueillis au niveau de l'établissement hospitalier Mehad- Abdelkader du chef-lieu de Djelfa», a indiqué M. Fites dans un entretien téléphonique avec l'APS.

Y. B.

Tissemsilt : un brûlé au deuxième degré

Explosion de gaz dans un immeuble à Khemisti

UNE PERSONNE âgée de 49 ans s'en est sortie avec des brûlures de deuxième degré dans une explosion de gaz, survenue samedi dans un immeuble dans la commune de Khemisti (Tissemsilt), a-t-on appris des services de la Protection civile. Les agents de la Protection civile sont intervenus au domicile d'un immeuble à la cité des 460 logements à Khemisti, qui a fait l'objet d'une explosion due à une fuite de gaz de ville et ont trans-

féré la personne blessée au service des urgences médicales de l'EPH de la ville où il a été gardé sous soins intensifs, a-t-on indiqué. L'explosion a provoqué un état de choc à des membres de deux familles résidant à proximité du domicile sinistré qui ont été transférés à la polyclinique de Khemisti, a-t-on ajouté, soulignant que l'accident a occasionné des fissures dans les murs de deux appartements.

Yanis H.

Oran

L'agriculture intelligente au centre d'une prochaine rencontre

DES JOURNÉES scientifiques dédiées à «l'agriculture intelligente» (Smart farming) se tiendront fin janvier à Oran, a-t-on appris hier du co-président du comité d'organisation de cet événement, initié par l'Université d'Oran1 «Ahmed-Benbella». La rencontre a pour objectif de «valoriser les recherches en biotechnologie et en informatique axées sur la création de solutions innovantes au profit des exploitants agricoles», a souligné à l'APS le Pr Abdelkader Bekki, également directeur du Laboratoire de biotechnologie des rhizobiums et amélioration des plantes (LBRAP). «Le recours à l'adoption de nouvelles techniques tenant compte des paramètres scientifiques et techniques permettra aux exploi-

tants d'améliorer le rendement tout en préservant l'environnement et l'équilibre des écosystèmes», a fait valoir M. Bekki. Une centaine de chercheurs de différentes universités du pays prendront part à ce workshop qui abordera, entre autres, «l'état actuel de l'agriculture en Algérie», «les technologies de l'information et de la communication» et «l'apport de la recherche scientifique». Le Laboratoire «LBRAP» de l'Université d'Oran-1 a à son actif une dizaine d'années de pratique, axée essentiellement sur la mise au point de procédés agricoles naturels, qui ont un impact positif aux plans productif, qualitatif et écologique, rappelle-t-on.

Ghani Y.

les usines de montage de véhicule en arrêt de production



Louvis

Djalou@hotmail.com

Accidents de la circulation

13 morts et 30 blessés en 48 heures

■ Treize personnes ont trouvé la mort et 30 autres ont été blessées dans 10 accidents de la circulation survenus durant les dernières 48 heures au niveau national, selon un bilan publié hier par la Protection civile.

Par Slim O.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'El Oued où 5 personnes sont décédées et 6 autres blessées dans une collision entre un véhicule léger et un camion survenue sur la route nationale numéro 48, au niveau de la commune et daïra de Reguibat. Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour le sauvetage de 24 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage et chauffebain dans les wilayas de Constantine, El Bayadh, Sétif, Alger et Ghardaïa. Toutefois, une personne de sexe masculin âgée de 21 ans est décédée intoxiquée par le monoxyde de carbone émanant d'un appareil

de chauffage, dans la commune d'Ain El Beidha (Oum El-Bouaghi). Les éléments de la Protection civile ont également procédé à l'extinction de cinq incendies dans les wilayas de Béjaïa, Skikda, Ain Defla, Mostaganem et Blida. A Ain Defla, une personne est décédée dans l'explosion de deux bouteilles de gaz acétylène et d'une bouteille de gaz d'un moteur de réfrigérateur dans un atelier de réparation d'appareils électroménagers, sis à la cité 1er-Novembre 1954 (Commune d'Ain Achiakh).

Mascara : 2 morts et 9 blessés dans un accident de la route à Zahana

Deux personnes sont mortes et neuf autres ont été grièvement

blessées dans un accident de la circulation, survenu samedi à proximité du village de Zeghloul dans la commune de Zahana (Mascara), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile de la wilaya. Le chargé d'information à la direction de la Protection civile de la wilaya de Mascara a indiqué que l'accident s'est produit suite à une collision entre un véhicule touristique et un bus de transport de voyageurs tuant deux personnes âgées de 34 et 28 ans qui étaient à bord du véhicule et faisant 9 blessés parmi les passagers du bus à des degrés différents de gravité. A noter que c'est le quatrième accident en trois jours dans la wilaya de Mascara. Les quatre accidents ont fait 7 morts et 13 blessés graves.

S. O./APS

Incarcération d'un journaliste au Maroc

Vague internationale de réprobation et de condamnation

Plusieurs voix se sont élevées vendredi pour dénoncer l'arrestation du journaliste et militant marocain Omar Radi, placé en détention la veille pour avoir critiqué sur Twitter une décision de justice au Maroc. M. Radi a été entendu jeudi par la police judiciaire marocaine qui l'a déferé devant le procureur. Celui-ci a décidé de le placer en détention et son procès a débuté dans la foulée le même jour. Ses avocats ont demandé sa remise en liberté provisoire, ce qui a été rejeté

par le tribunal de première instance de Casablanca. La prochaine audience a été fixée au 2 janvier. Le journaliste, âgé de 33 ans, est poursuivi pour un tweet publié en avril fustigeant le verdict d'un magistrat contre des membres du «Hirak», un mouvement de contestation sociale qui a agité le nord du Maroc en 2016 et 2017. M. Radi, qui a collaboré avec plusieurs médias, avait déjà été entendu une première fois par la police judiciaire en avril et une enquête avait alors été

ouverte. Il est jugé en vertu de l'article 263 du Code pénal, qui punit d'un mois à un an de prison «l'outrage à magistrat». L'arrestation de ce journaliste considéré comme une figure médiatique du Mouvement du 20-Février a suscité une vague d'indignation parmi les ONG et sur les réseaux sociaux. «Nous exhortons les autorités marocaines à abroger tous les articles du Code pénal applicables à la liberté d'expression et d'information», a écrit Reporters sans fron-

tières (RSF) dans un communiqué vendredi, appelant à sa «libération immédiate». Le Syndicat national de la presse marocaine (SNPM) a également appelé à «l'annulation immédiate» des poursuites à l'encontre d'Omar Radi. L'association Freedom Now a pour sa part fustigé une escalade de violations des droits humains et de la liberté d'expression dans le royaume, selon elle. Ces ONG ont dénoncé une instrumentalisation du pouvoir judiciaire au Maroc

pour «régler les comptes» avec les critiques et les opposants. Un nouveau Code de la presse ne prévoyant plus de peines de prison est entré en vigueur en 2016 au Maroc, mais les journalistes continuent d'être poursuivis selon le Code pénal. Des ONG internationales s'inquiètent des condamnations de journalistes en vertu de ce dernier. Dans son dernier classement annuel sur la liberté de la presse, RSF a classé le Maroc 135^e sur 180 pays.

Ilham N.